



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 34

Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives

Présentation

1988-03-16

**Présenté par
M. Robert Dutil
Ministre délégué à la Famille, à la Santé et aux Services sociaux**

**Éditeur officiel du Québec
1988**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi propose de nouvelles règles en matière de transport ambulancier au Québec.

Il prévoit, en premier lieu, la création d'une corporation qui aura pour objet d'organiser et de coordonner le transport ambulancier sur le territoire du Conseil de la santé et des services sociaux de la région de Montréal Métropolitain et sur tout territoire limitrophe que pourra déterminer le ministre.

Cette corporation pourra conclure des contrats qui seront, à l'égard du territoire du Conseil de la santé et des services sociaux de la région de Montréal Métropolitain, des contrats de location de véhicules, et, à l'égard d'un territoire limitrophe, des contrats de services d'ambulance.

Le projet de loi prévoit, en deuxième lieu, pour les autres régions du Québec, que sur demande du ministre, un conseil régional de la santé et des services sociaux devra préparer un plan relatif à la coordination du transport ambulancier dans sa région en indiquant à quel organisme ou centre hospitalier sera confiée la responsabilité d'une telle coordination. L'organisme ou le centre hospitalier ainsi désigné pourra conclure avec tout exploitant de services d'ambulance qui opère dans la région un contrat de services d'ambulance.

De plus, le projet de loi prévoit que toute municipalité au Québec pourra être autorisée, soit par la corporation, soit par l'organisme ou le centre hospitalier désigné, suivant le cas, à donner un service d'ambulance sur son territoire.

Le projet de loi prévoit également des dispositions particulières pour les titulaires actuels de permis d'exploitation de services d'ambulance à l'égard des premiers contrats à intervenir en vertu des nouvelles règles.

Le projet de loi prévoit aussi diverses modifications législatives pour tenir compte des changements apportés en matière de transport ambulancier, pour resserrer les dispositions législatives relatives à la suspension et à la révocation des permis et pour permettre que les appels reliés aux permis d'exploitation de services d'ambulance soient entendus et jugés d'urgence.

Enfin, des dispositions transitoires sont prévues concernant les employés du Conseil de la santé et des services sociaux de la région de Montréal Métropolitain oeuvrant à la centrale de coordination des urgences et les techniciens ambulanciers à l'emploi des titulaires actuels de permis d'exploitation de services d'ambulance dans la région de Montréal.

LOIS MODIFIÉES PAR CE PROJET:

- 1° Le Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27);
- 2° La Loi sur la Commission des affaires sociales (L.R.Q., chapitre C-34);
- 3° La Loi sur la protection de la santé publique (L.R.Q., chapitre P-35);
- 4° La Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10);
- 5° La Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5).

Projet de loi 34

Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

1. L'article 18.3 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5) est modifié :

1° par le remplacement du premier alinéa et de ce qui précède le paragraphe 1° du deuxième alinéa par ce qui suit :

« **18.3** Le Conseil de la santé et des services sociaux de la région de Montréal Métropolitain exerce, dans le but de répartir les cas d'urgence, les fonctions suivantes : » ;

2° par la suppression des paragraphes 5°, 5.1° et 6° du deuxième alinéa ;

3° par la suppression du troisième alinéa.

2. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 149, de la section suivante :

« SECTION VI.1

« TRANSPORT AMBULANCIER

§ 1.—*La Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal Métropolitain*

« **149.1** Une corporation à but non lucratif est constituée sous le nom de Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal Métropolitain.

« **149.2** La Corporation a son siège social dans la Ville de Montréal à l'adresse désignée par le conseil d'administration.

« **149.3** La partie III de la Loi sur les compagnies s'applique à la Corporation, sous réserve des dispositions inconciliables de la présente section.

« **149.4** Le territoire de la Corporation est constitué du territoire de la région de Montréal Métropolitain et, le cas échéant, sur demande d'un conseil régional intéressé, de tout territoire limitrophe déterminé par le ministre.

« **149.5** La Corporation a pour objet d'organiser et de coordonner, dans son territoire, le transport ambulancier. Elle exerce à cette fin les fonctions suivantes:

1° favoriser la concertation entre les différents intervenants en matière de transport ambulancier;

2° administrer un système pré-hospitalier d'urgence en vue de favoriser l'accès aux services de santé;

3° recevoir les appels des personnes et des établissements qui demandent des services d'ambulance et, selon les cas, offrir ces services ou répartir ces demandes parmi les propriétaires d'ambulances qui ont conclu un contrat de location d'ambulances avec elle;

4° concevoir et implanter un système d'information pour connaître, de façon quotidienne, la situation des services d'urgence dans les établissements en regard du nombre de transferts et de transports en ambulance effectués et en informer tout conseil régional de son territoire;

5° autoriser le transport d'une personne vers un autre établissement que celui prévu initialement lorsque ce premier établissement vit une situation d'engorgement, après avoir appliqué toutes les procédures en vigueur.

La Corporation peut exploiter un service d'ambulances ou un service d'interventions médicales d'urgence.

Les établissements visés aux paragraphes 4° et 5° du premier alinéa sont les établissements publics et les établissements privés visés dans les articles 176 et 177.

« **149.6** La Corporation se compose des neuf membres suivants, nommés par le gouvernement:

1° le directeur général de la Corporation;

2° un membre nommé après consultation de la Communauté urbaine de Montréal;

3° un membre nommé parmi les groupes socio-économiques les plus représentatifs du territoire;

4° un membre nommé parmi les directeurs généraux des centres hospitaliers du territoire;

5° un membre nommé parmi les coordonnateurs des salles d'urgence des centres hospitaliers du territoire;

6° un médecin nommé parmi les médecins qui exercent dans le cadre d'un service d'interventions médicales d'urgence dans le territoire, après consultation de la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec;

7° trois membres nommés parmi les salariés de la Corporation.

« **149.7** Les membres de la Corporation deviennent, dès leur nomination, membres du conseil d'administration.

Le directeur général de la Corporation est aussi président du conseil d'administration.

« **149.8** Le mandat des membres du conseil d'administration est d'au plus cinq ans.

Toutefois, toute personne qui perd la qualité nécessaire à sa nomination cesse d'être membre de la Corporation et du conseil d'administration.

« **149.9** Chacun des membres du conseil d'administration demeure en fonction, malgré l'expiration de son mandat, jusqu'à ce qu'il ait été nommé de nouveau ou remplacé.

Une vacance survenue avant l'expiration d'un mandat est comblée de la manière et pour la durée mentionnées aux articles 149.6 et 149.8.

« **149.10** Les membres du conseil d'administration, autres que le directeur général, ne reçoivent aucun traitement; ils ont cependant droit au remboursement des dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions aux conditions et dans la mesure que peut déterminer le gouvernement.

« **149.11** Le directeur général est responsable, sous l'autorité du conseil d'administration, de la gestion de la Corporation dans le cadre de ses règlements et de ses politiques. Il exerce ses fonctions à temps plein.

Sa rémunération et les autres conditions d'exercice de ses fonctions sont établies par le gouvernement.

« **149.12** En cas d'absence ou d'incapacité d'agir du directeur général, le gouvernement peut nommer, pour exercer ses fonctions durant son absence ou pendant que dure son incapacité, une personne dont il fixe la rémunération et les autres conditions d'exercice de ses fonctions.

« **149.13** Le directeur général de la Corporation ne peut, sous peine de déchéance de sa charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise qui met en conflit son intérêt personnel et celui de la Corporation. Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt lui échoit par succession ou par donation pourvu qu'il y renonce ou en dispose avec diligence.

Un membre du conseil d'administration, autre que le directeur général de la Corporation, qui a un intérêt direct ou indirect dans une entreprise qui met en conflit son intérêt personnel et celui de la Corporation doit, sous peine de déchéance de sa charge, le révéler par écrit au directeur général et s'abstenir de participer à toute délibération ou décision portant sur l'entreprise dans laquelle il a un tel intérêt.

« **149.14** Le plan d'effectifs de la Corporation, les normes et barèmes de rémunération ainsi que les autres conditions de travail des employés de la Corporation, autres que le directeur général, sont établis par règlement du conseil d'administration et soumis à l'approbation du gouvernement.

« **149.15** La Corporation peut conclure avec tout propriétaire d'ambulances un contrat de location en vertu duquel des ambulances doivent être disponibles aux points de services et selon les horaires qu'elle détermine.

« **149.16** La Corporation peut en outre, sur demande d'une municipalité de son territoire, l'autoriser à effectuer du transport ambulancier aux conditions qu'elle détermine et conclure avec cette municipalité un contrat à cette fin.

« **149.17** Les normes d'équipement, de fonctionnement et d'inspection des opérations des services d'ambulance ainsi que les normes relatives à la qualification du personnel affecté à ces services, prévues à un règlement pris en application de la Loi sur la protection de la santé publique (L.R.Q., chapitre P-35) s'appliquent, en faisant les adaptations nécessaires et compte tenu de la nature des activités exercées, à tout propriétaire ou municipalité qui a conclu un contrat en vertu de l'article 149.15 ou de l'article 149.16 ainsi qu'à la Corporation.

« **149.18** Lorsque la Corporation désire conclure des contrats de location d'ambulances conformément à l'article 149.15, elle doit demander des soumissions publiques. Elle n'est pas obligée de retenir quelque soumission que ce soit.

« **149.19** Malgré l'article 149.18, la Corporation doit, pour l'ensemble des premiers contrats à être signés, préparer un cahier des charges en y indiquant le nombre total d'ambulances requis pour son territoire et les conditions qui sont applicables. Elle remet ce cahier à chaque titulaire de permis d'exploitation de services d'ambulance qui opère dans son territoire le (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur du présent article*). Celui-ci peut, dans les quinze jours qui suivent, soumettre une proposition à la Corporation, laquelle ne peut viser un nombre d'ambulances excédant celui inscrit à son permis.

Si les contrats conclus dans les quarante-cinq jours qui suivent la remise du cahier des charges ne permettent pas d'atteindre le nombre total d'ambulances requis, la Corporation peut, pour le nombre d'ambulances manquant, demander des soumissions.

Elle doit, dans les quinze jours de l'ouverture de celles-ci et après en avoir avisé par écrit tous les soumissionnaires, négocier de nouveau avec chaque titulaire de permis qui n'a pas conclu de contrat avec elle en application du premier alinéa et conclure avec lui un contrat s'il accepte de l'exécuter au prix de la soumission la plus basse ou à un prix inférieur.

Seule une modification relative au nombre d'ambulances peut être apportée au cahier des charges, conformément au deuxième alinéa, pour cette demande de soumissions ou pour cette négociation.

La Corporation doit inscrire dans chacun des contrats la date de sa prise d'effet qui doit être la même pour l'ensemble des contrats. Elle doit, dès leur conclusion, en faire parvenir copie au ministre.

Les permis d'exploitation de services d'ambulance accordés par le ministre ou par le conseil régional pour le territoire de la Corporation sont révoqués, au jour de la prise d'effet des contrats, que les titulaires de ces permis soient parties ou non à un des contrats.

La Corporation ne peut donner effet à un contrat conclu en vertu du présent article avant l'expiration des contrats conclus entre le conseil régional et les titulaires de permis d'exploitation de services d'ambulance de la région, en vigueur lors de la remise du cahier des charges.

Le présent article ne s'applique pas à une municipalité qui effectue du transport ambulancier et le nombre d'ambulances qu'elle détient

n'est pas inclus au cahier des charges. Toutefois, son permis est révoqué au jour de la prise d'effet des contrats visés au cinquième alinéa.

« **149.20** Malgré l'article 149.15, la Corporation ne peut conclure, dans un territoire limitrophe visé à l'article 149.4, que les contrats qu'un organisme ou un centre hospitalier pourrait conclure en vertu de l'article 149.28.

La présente sous-section s'applique, en faisant les adaptations nécessaires, aux exploitants de service d'ambulance qui ont conclu des contrats visés au premier alinéa. Toutefois, l'article 149.19 ne s'applique que si des titulaires de permis d'exploitation de services d'ambulance opèrent dans ce territoire.

« **149.21** La Corporation doit soumettre chaque année au ministre ses prévisions budgétaires pour l'exercice financier suivant.

Le ministre détermine la date limite de transmission, la forme et la teneur de ces prévisions.

« **149.22** Le ministre transmet à la Corporation le 1^{er} avril de chaque année, aux conditions qu'il détermine, son budget de fonctionnement et, le cas échéant, son budget d'immobilisation pour l'année financière en cours. À défaut, le budget de fonctionnement et le budget d'immobilisation transmis par le ministre pour l'année financière précédente sont reconduits jusqu'à ce que la Corporation les ait reçus.

« **149.23** L'exercice financier de la Corporation se termine le 31 mars de chaque année.

« **149.24** Les livres et comptes de la Corporation sont vérifiés chaque année par le vérificateur général ou, avec l'approbation du gouvernement, par un vérificateur désigné par la Corporation.

Le rapport du vérificateur doit accompagner le rapport d'activités et les états financiers de la Corporation.

« **149.25** La Corporation doit fournir au ministre tout renseignement ou rapport qu'il requiert sur ses activités.

« **149.26** La Corporation doit, au plus tard le 30 juin de chaque année, produire au ministre ses états financiers ainsi qu'un rapport de ses activités pour l'exercice financier précédent.

Les états financiers et le rapport d'activités doivent contenir tous les renseignements exigés par le ministre.

§ 2.—*Les organismes et les centres hospitaliers chargés de la coordination du transport ambulancier*

« **149.27** Sur demande du ministre, un conseil régional doit lui présenter, pour approbation avec ou sans modification, un plan relatif à la coordination du transport ambulancier dans sa région, lequel doit indiquer à quel organisme ou centre hospitalier est confiée la responsabilité de la coordination du transport ambulancier.

Ce plan peut être révisé sur demande du ministre.

Le présent article ne s'applique pas au Conseil de la santé et des services sociaux de la région de Montréal Métropolitain ni aux conseils régionaux dont une partie de la région est comprise dans le territoire de la Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal Métropolitain, pour la partie de la région en cause.

« **149.28** L'organisme ou le centre hospitalier chargé de la coordination du transport ambulancier dans une région peut conclure avec tout exploitant de services d'ambulance qui opère dans cette région un contrat aux termes duquel cet exploitant s'engage à fournir un service d'ambulance aux points de services et selon les horaires déterminés par l'organisme ou le centre hospitalier.

« **149.29** Lorsqu'un organisme ou un centre hospitalier se voit confier la coordination du transport ambulancier dans une région donnée conformément à l'article 149.27, les articles 149.16 à 149.19 sont applicables en faisant les adaptations nécessaires.

« **149.30** Les articles 149.21 à 149.26 s'appliquent en faisant les adaptations nécessaires à un organisme chargé de la coordination du transport ambulancier. Toutefois, les livres et comptes de l'organisme sont vérifiés chaque année par un vérificateur désigné par lui.

Le budget global d'un centre hospitalier chargé de la coordination du transport ambulancier doit indiquer les sommes qui doivent être affectées à cette fin particulière.

§ 3.—*Dispositions diverses*

« **149.31** Le ministre détermine la forme, le contenu minimum et, le cas échéant, la durée des contrats conclus en vertu de la présente section.

Le contenu de ces contrats peut varier selon le territoire ou les régions, la nature ou l'étendue des services offerts ou les clientèles desservies.

« **149.32** Un établissement public ou un établissement privé visé dans les articles 176 et 177 est lié par une décision prise en matière de transport ambulancier par la Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal Métropolitain ou par un organisme ou un centre hospitalier chargé de la coordination du transport ambulancier. ».

3. L'article 111.0.16 du Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27) est modifié par le remplacement du paragraphe 7° par le suivant :

« 7° une entreprise de transport par ambulance, la Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal Métropolitain, un organisme visé à l'article 149.27 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et la Société Canadienne de la Croix Rouge; ou ».

4. L'article 2 de la Loi sur la protection de la santé publique (L.R.Q., chapitre P-35) est modifié :

1° par l'addition, à la fin du paragraphe *a* du deuxième alinéa, des mots « pour les titulaires de permis d'exploitation de services d'ambulance »;

2° par le remplacement du paragraphe *b* du deuxième alinéa par le suivant :

« *b*) fixer, sauf à l'égard d'une municipalité qui effectue du transport ambulancier, les coûts ou taux du transport par ambulance en fonction du type de services offerts, des clientèles desservies ou des zones, régions ou territoires ou établir des normes permettant de les fixer; »;

3° par le remplacement, dans les deuxième, troisième et quatrième lignes du paragraphe *c* du deuxième alinéa, de ce qui suit : « et le nombre maximum d'ambulances; ce nombre maximum peut être fixé pour une région administrative ou pour une zone » par ce qui suit : « ou le nombre maximum d'ambulances; ces nombres maximums peuvent être fixés pour une région administrative, pour une zone ou, le cas échéant, pour un territoire; »;

4° par le remplacement du paragraphe *e* du deuxième alinéa par le suivant :

« *e*) établir des normes de subvention aux titulaires de permis d'exploitation de services d'ambulance; »;

5° par le remplacement du paragraphe *f* du deuxième alinéa par le suivant :

«f) déterminer les types de rémunération payables aux propriétaires d'ambulances, aux exploitants de services d'ambulance ou aux municipalités qui ont conclu un contrat avec la Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal Métropolitain ou avec un organisme ou un centre hospitalier visé à l'article 149.27 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux ainsi que les modalités et les conditions de paiement qui y sont applicables;»;

6° par l'insertion, dans la sixième ligne du troisième alinéa, après le mot « régional », de ce qui suit: « , à la Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal Métropolitain ou à un organisme ou à un centre hospitalier visé à l'article 149.27 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux ».

5. L'article 2.1 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin du premier alinéa, de ce qui suit: « Un règlement adopté en vertu du paragraphe b du deuxième alinéa de cet article ne peut toutefois entrer en vigueur avant d'avoir été approuvé par le gouvernement. ».

6. L'article 31 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin du deuxième alinéa, de ce qui suit: « ou s'il n'a pas conclu, avec la Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal Métropolitain ou avec un organisme ou un centre hospitalier visé à l'article 149.27 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux, un contrat en vertu de la section VI.1 de cette loi ».

7. L'article 36 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

« En outre, le ministre ou le conseil régional, selon le cas, doit refuser toute demande de permis de services d'ambulance pour les régions ou territoires à l'égard desquels des contrats ont été conclus en vertu de la section VI.1 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux. ».

8. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 40.3, des suivants:

« **40.3.1** Un titulaire d'un permis d'exploitation de services d'ambulance ne doit pas l'exploiter de manière à nuire à la sécurité des personnes qu'il transporte.

« **40.3.2** Le ministre peut suspendre, révoquer ou refuser de renouveler le permis de tout titulaire qui:

a) a été reconnu coupable d'une infraction à la présente loi ou à ses règlements ou a été reconnu coupable d'un acte criminel relié à l'exploitation du service pour lequel il détient un permis;

b) ne remplit plus les conditions requises pour obtenir son permis;

c) est insolvable ou sur le point de le devenir;

d) ne respecte pas un ordre donné en vertu de l'article 40.3.3;

e) ne se conforme pas à un engagement volontaire souscrit en application de l'article 40.3.4.

«**40.3.3** Le ministre peut, au lieu de suspendre, révoquer ou refuser de renouveler un permis d'un titulaire qui contrevient à l'article 40.3.1, lui ordonner d'apporter les correctifs nécessaires dans le délai qu'il fixe.

«**40.3.4** Le ministre peut, s'il a un motif raisonnable de croire qu'un titulaire de permis enfreint la présente loi ou ses règlements, accepter de ce titulaire un engagement volontaire de respecter cette loi ou ces règlements. ».

9. L'article 40.4 de cette loi, édicté par l'article 89 du chapitre 65 des lois de 1987, est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne de l'alinéa, de ce qui suit: « annuler, suspendre » par ce qui suit: « suspendre, révoquer ».

10. L'article 41 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les première et deuxième lignes, des mots « dont la demande de permis est refusée ou dont le permis est suspendu ou annulé » par ce qui suit: « dont le permis est suspendu ou révoqué ou dont la demande de renouvellement de permis est refusée ».

11. Dans la Loi sur la protection de la santé publique ainsi que dans ses textes d'application, le mot « détenteur » est remplacé partout où il se trouve par le mot « titulaire ».

12. L'article 28 de la Loi sur la Commission des affaires sociales (L.R.Q., chapitre C-34) est modifié par l'insertion, dans la première ligne du deuxième alinéa, après ce qui suit: « *h.1* », de ce qui suit: « , de même que les appels visés dans le paragraphe *j* et relatifs à un permis d'exploitation de services d'ambulance, ».

13. Le Conseil de la santé et des services sociaux de la région de Montréal Métropolitain et la Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal Métropolitain concluent un protocole afin de transférer à la Corporation, à la date déterminée par le protocole ou à la date déterminé par le gouvernement, les employés du conseil régional oeuvrant à la centrale de coordination des urgences ou, de façon principale, dans le cadre des activités de celle-ci.

Le protocole prévoit également le transfert des biens meubles qui y sont énumérés ainsi que le transfert des dossiers et autres documents concernant la centrale de coordination des urgences du Conseil.

Il peut en outre prévoir le transfert à la Corporation de certains droits et obligations découlant de contrats signés par le Conseil et requis pour le fonctionnement de la centrale de coordination des urgences.

14. Le protocole identifie les employés transférés du Conseil de la santé et des services sociaux de la région de Montréal Métropolitain à la Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal Métropolitain. Il préserve les congés de maladie et les jours de vacances accumulés par ces employés et détermine leur classement et leur ancienneté. Leur salaire ne peut, de ce seul fait, être diminué.

15. Le protocole établit des mécanismes permettant de régler toute mésentente découlant de son interprétation.

16. L'annexe I de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10), modifiée par les décrets 183-87 du 11 février 1987 et 639-87 du 29 avril 1987, par l'article 83 du chapitre 47 des lois de 1987 et par le décret 1888-87 du 16 décembre 1987, est de nouveau modifiée au paragraphe 1 par l'addition, après les mots « la Conférence des conseils régionaux de la santé et des services sociaux (CRSSS) du Québec (CCRSSQ) », de ce qui suit : « la Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal Métropolitain qui étaient, à la date du transfert effectué en vertu de l'article 13 de la Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives (1988, chapitre *indiquer ici le numéro de chapitre de cette loi dans le recueil des lois de 1988*), employé du Conseil de la santé et des services sociaux de la région de Montréal Métropolitain ».

17. L'annexe III de cette loi, modifiée par le décret 639-87 du 29 avril 1987, par l'article 85 du chapitre 47 des lois de 1987 et par le décret 1888-87 du 16 décembre 1987, est de nouveau modifiée au paragraphe 1 par l'addition, après les mots « le Conseil de la Science

et de la Technologie », de ce qui suit : « la Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal Métropolitain à l'égard des employés qui étaient, à la date du transfert effectué en vertu de l'article 13 de la Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives (1988, chapitre *indiquer ici le numéro de chapitre de cette loi dans le recueil des lois de 1988*), employés du Conseil de la santé et des services sociaux de la région de Montréal Métropolitain ».

18. Tout employé du Conseil de la santé et des services sociaux de la région de Montréal Métropolitain transféré à la Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal Métropolitain conserve le privilège, durant qu'il est à l'emploi de la Corporation, de requérir l'application de tout mécanisme de remplacement ou de stabilité d'emploi qu'il aurait pu requérir s'il était demeuré à l'emploi du Conseil, suivant les règles et procédures applicables au moment de sa demande.

19. Les associations de salariés accréditées qui, à la date du transfert, représentent des salariés visés à l'article 13 et transférés du Conseil de la santé et des services sociaux de la région de Montréal Métropolitain à la Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal Métropolitain, continuent de représenter ces salariés conformément au Code du travail.

Les conventions collectives en vigueur à la date du transfert, qui s'appliquent à ces associations de salariés, s'appliquent aux salariés de la Corporation, selon les groupes visés, dans la mesure où elles sont applicables. Toutefois, les dispositions de ces conventions collectives visées à l'article 18 ne peuvent s'appliquer qu'à un salarié transféré du Conseil à la Corporation.

20. La Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal Métropolitain est liée par les contrats conclus avant le (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur du présent article*) entre le Conseil de la santé et des services sociaux de la région de Montréal Métropolitain et les titulaires de permis d'exploitation de services d'ambulance de cette région comme si elle y était nommée aux lieu et place du Conseil.

21. L'entente particulière relative à l'assurance-maladie et à l'assurance-hospitalisation intervenue en date du 23 novembre 1981 et concernant le système de visites médicales d'urgence dans la région de Montréal Métropolitain, telle qu'amendée le 11 mai 1982, continue de s'appliquer et lie la Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal Métropolitain comme si elle y était nommée aux lieu et place du Conseil de la santé et des services sociaux de la région de Montréal Métropolitain.

22. Les salariés à l'emploi d'une personne mentionnée à l'annexe le (*indiquer ici la date de la présentation du projet de loi*) et qui sont des techniciens ambulanciers deviennent, à la date fixée par la Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal Métropolitain et par les personnes mentionnées à l'annexe ou à la date déterminée par le gouvernement, des salariés de la Corporation. Un tel salarié engagé entre le (*indiquer ici la date de la présentation du projet de loi*) et la date du transfert peut en outre, avec l'approbation de la Corporation, y être transféré.

La Corporation peut conclure avec les personnes mentionnées à l'annexe un protocole relativement au transfert de ces salariés. Ce protocole peut contenir des modalités relativement au paiement des avantages accumulés par ces salariés, en vertu des dispositions en vigueur au jour du transfert des conventions collectives applicables, tels les congés de maladie et les jours de vacances.

23. Les sommes mises à la disposition du Conseil de la santé et des services sociaux de la région de Montréal Métropolitain pour le fonctionnement de sa centrale de coordination des urgences et pour l'exercice des fonctions qui lui étaient confiées en matière de transport ambulancier ou d'interventions médicales d'urgence sont transférées à la Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal Métropolitain, selon que le détermine le ministre.

24. Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement.

ANNEXE

- 1° Les Ambulances Erna
- 2° Service d'Ambulance et de Sauvetage Baldwin-Cartier Inc.
- 3° Les Services d'Urgence C.A.L. Inc.
- 4° Ambulance Médic-I Inc.
- 5° Service ambulancier Lépine-Cloutier Ltée
- 6° Service ambulancier Médicapitale (Montréal) Ltée
- 7° Service ambulancier Action-Santé (Montréal) Ltée
- 8° Ambulance S.O.S. Enr.
- 9° Les Ambulances Trudeau Inc.
- 10° Services Ambulanciers Clau-Mar Inc.
- 11° Les Ambulances André Inc.
- 12° Les Ambulances F. & P. Inc.
- 13° Les Ambulances Hana Inc.
- 14° Les Ambulances Marcos Inc.
- 15° Resuscicar Inc.
- 16° 157886 Canada Inc.
- 17° S.O.S. Médecin Enr.
- 18° Service d'ambulances des Pins Inc.
- 19° Service Médical Interurbain Enr.
- 20° Service Médical Clau-Mar Enr.